

ECONOMIE vendredi 06 juin 2014

La Suisse a besoin de dirigeants indépendants et visionnaires

► Jean-Daniel Balet*



* SwissRespect

La sécurité juridique, base du développement de toute société développée, est de plus en plus menacée. Sous la pression, la Suisse a lâché une valeur culturelle et économique centrale de notre pays: la protection de la sphère privée. Dans la foulée, elle a ensuite répondu à toutes sortes d'injonctions étrangères et collaboré docilement chaque fois qu'on le lui demandait, sans jamais exiger ni égalité de traitement, ni réciprocité.

Depuis que SwissRespect dénonce cet état de fait, les autorités suisses ont certes un peu relevé la tête et manifestent plus de courage dans leurs interventions, réclamant en particulier que les exigences requises soient aussi imposées aux autres places financières et que notre souveraineté soit respectée. La Suisse se ressaisit.

Mais, dans la spirale de la contrition, sans que, cette fois, des puissances étrangères nous le demandent, des Suisses bien-pensants envisagent de nouvelles modifications unilatérales des règles du jeu: de l'abolition des forfaits fiscaux à l'imposition (rétroactive!) des successions, de l'aggravation des conditions-cadres pour les entreprises à l'hyper-réglementation bancaire, de l'application aveugle de règles administratives à l'introduction de normes

chiffrées dans la loi (1-12, 4000, etc.), multipliant les handicaps et abandonnant ce qui a fait notre réussite. On maîtrise chez nous de mieux en mieux l'art de se tirer une balle dans le pied.

Pire, d'aucuns se réjouissent de la disparition des riches et des banques. Ils oublient l'esprit d'entreprise (et le succès!) pour considérer la rémunération comme un droit absolu à égaliser à tout prix. On en vient à traiter de vils profiteurs ceux que leur travail, leur créativité et leur prise de risques ont enrichis, à dénigrer ceux qui contribuent le plus à la prospérité générale du pays par leur capacité d'innover, par leurs dépenses, leurs investissements et leurs impôts.

On oublie, comme en France, que leur tempérament de créateurs et d'entrepreneurs les incite à contribuer fortement au bien commun en développant leurs activités et les emplois correspondants. Du coup, les réglementations tatillonnes et les impôts confiscatoires (droits de succession, etc.) les incitent à choisir d'autres lieux moins contraignants. Parmi eux, souvent dénoncés comme «privilegiés», mais très mobiles et bien conseillés, les «riches étrangers» commencent à repérer dans d'autres pays concurrents des conditions fiscales plus attrayantes.

Or, qui compensera l'impôt payé par ces «nantis», que nos tergiversations déstabilisent et pourraient chasser? Qui compensera les recettes directes et indirectes générées par les sociétés suisses et étrangères établies dans notre pays, que nous faisons fuir pour l'Asie, l'Irlande, Londres ou l'Estonie, qui leur garantissent une fiscalité plus favorable et cette sécurité du droit qui est mise à mal chez nous?

Ceux qui paieront? C'est nous, vous et moi, il faut le savoir. De même que les cantons, surtout ceux les moins touchés par ces problématiques, qui passeront à la caisse via la péréquation financière.

Sur un autre front, depuis le début des attaques de pays «amis», les banquiers suisses sont froidement livrés à la vindicte populaire comme de honteux «receleurs criminels de l'évasion fiscale». Demain, ils deviendront, à grands frais, percepteurs d'impôts pour le compte d'Etats étrangers. Mais, qui réglera le manque à gagner et les frais liés à la mise en place de cette politique de conformité fiscale, qui n'est pratiquée dans aucun autre pays au monde? Nous, car les banques répercutent naturellement ces dépenses inutiles sur les clients qui restent. Ensuite, constatant la diminution de leurs activités et de leurs bénéfices en Suisse, elles délocaliseront des emplois et les recettes fiscales et indirectes qui y sont liées.

Certains élus envisagent même de poursuivre en Suisse les employés de banque qui auraient enfreint des règles économiques à l'étranger et visent à leur faire assumer les violations fiscales commises par leurs clients. Ne devraient-ils pas plutôt se soucier de l'affaiblissement régulier du fédéralisme, qui a fait la force de la Confédération, et de la disparition de l'autonomie communale et cantonale, qui permet aux contribuables de juger de ce que l'on fait de leurs impôts? Qui se préoccupe de la détérioration des conditions-cadres de notre

pays?

Mieux aptes à gérer leurs départements qu'à diriger le pays, nos conseillers fédéraux, autrefois unanimes, lui donnent dans la précipitation et la réactivité des impulsions contradictoires. Sans objectif stratégique global, ils basent leurs décisions sur les conseils orientés de l'administration fédérale et intéressés des multinationales, perdant de vue les objectifs à long terme. Car vivre de la politique, contrairement à vivre pour la politique, implique de traiter le court terme.

En effet, il n'y a pas si longtemps, les partis sélectionnaient leurs candidats au Conseil fédéral, triés sur le volet et soigneusement préparés à une si haute tâche. Le parlement entérinait ce choix et les réalisait, jusqu'à leur retraite. La formule était «magique». Depuis 2008, sans plus tenir compte du droit des partis à être légitimement représentés au sein du Conseil fédéral, les parlementaires, dans un «jeu démocratique» partisan, choisissent et nomment des personnalités issues de leur propre sérail. Les membres du Conseil fédéral sont devenus les otages du parlement et doivent davantage se préoccuper de leur réélection que de l'avenir du pays. Les sept Sages ne sont pas responsables de leur élection. Les parlementaires oui!

Quand, appauvris, nous comprendrons les conséquences du coup d'Etat parlementaire de 2008, son implication sur les élections suivantes et sur le fléchissement de l'efficacité politique au sein du Conseil fédéral, le réveil sera dur. La Suisse a cruellement besoin de dirigeants indépendants et visionnaires. Au moment d'élire nos représentants aux Chambres, lors de la prochaine élection, ne l'oublions pas, car ce sont eux qui éliront le prochain Conseil fédéral...